



HAL
open science

Licence professionnelle Assistant de gestion et contrôle financier

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une licence professionnelle. Licence professionnelle Assistant de gestion et contrôle financier. 2012, Université de Lorraine. hceres-02027991

HAL Id: hceres-02027991

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02027991v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation de la licence professionnelle



Assistant de gestion et contrôle financier

de l'Université de Lorraine

Vague C 2013-2017

Campagne d'évaluation 2011-2012



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Formations
et des diplômes

Le Directeur

Jean-Marc Geib



Evaluation des diplômes

Licences Professionnelles – Vague C

Académie : Nancy-Metz

Établissement déposant : Université de Lorraine

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) : /

Spécialité : Assistant de gestion et contrôle financier

Dénomination nationale : SP5-Management des organisations

Demande n° S3LP130004706

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) : Nancy
- Délocalisation(s) : /
- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /
- Convention(s) avec le monde professionnel : /
- Secteur professionnel demandé : SP5-Echange et gestion

Présentation de la spécialité

La licence *Assistant de gestion et contrôle financier* (AGCF), ouverte en 2003 à l'IUT de Nancy-Charlemagne, propose deux parcours : l'un orienté *Commissariat aux comptes* et l'autre sur *le Contrôle financier*. Elle vise à former du personnel polyvalent dans le domaine de la gestion des organisations et du contrôle financier. Les titulaires doivent développer des compétences organisationnelles et relationnelles et savoir s'adapter à l'environnement réglementaire en constante évolution. Les métiers visés sont : auditeur interne, réviseur comptable, collaborateur d'expert comptable ou de commissaire aux comptes, assistant contrôle de gestion et financier, analyste de gestion.

Les aspects professionnalisants associent des conférences faites par les professionnels, un projet pratique de révision d'un dossier comptable, un second projet tuteuré, un stage long et un mémoire professionnel. L'accès à cette formation s'effectue sur dossier et l'attractivité correspond à six ou sur sept candidats pour une place.

Cette spécialité a tout à fait sa place dans l'offre globale de l'université de Nancy et correspond à une poursuite d'études professionnalisantes après un DUT *GEA*. Les diplômes permettant l'accès à cette licence professionnelle sont également des DUT *GEA Finance-Comptabilité* ou petites et moyennes organisations et deuxième année de licence de sciences de gestion. Il existe des modules passerelles de remise à niveau en comptabilité et en mathématiques pour faciliter l'intégration dans la spécialité.

Les métiers sur lesquels se positionne cette licence professionnelle sont courants et variés pour faciliter une intégration dans les services administratifs des entreprises ou des collectivités de la région. Des liens durables avec les entreprises locales sont évoqués mais sans aucune précision, de même, le contexte de l'offre régionale et nationale ne fait pas l'objet d'un argumentaire.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

La responsabilité de la formation est assurée par une universitaire, fortement impliquée tant dans les aspects pédagogiques que dans le conseil de perfectionnement. Elle maintient un équilibre entre les intervenants professionnels et les enseignants en s'appuyant sur une équipe pédagogique diversifiée. Le conseil de perfectionnement est opérationnel. Il n'existe pas de convention particulière, mais une forte implication des professionnels dans les enseignements et dans le cadre de la politique de stage est mentionnée.

Les professionnels qui interviennent depuis plusieurs années dans cette spécialité, représentent 41 % des enseignements. Le professionnel, titulaire d'un poste PAST au département *GEA* de l'IUT, assure 38 % des enseignements. Peu de précisions sont données sur la participation concrète des professionnels dans le fonctionnement de la spécialité. Le contenu des unités d'enseignement (UE) semble en adéquation avec les métiers recherchés mais la présentation de la politique de stage est incomplète sur le type de stage, les aides concrètes de l'université dans la recherche de stage, la composition du jury, les entreprises. Des dispositifs pédagogiques permettant de prendre en compte la diversité des groupes, sont prévus mais il y a peu voire pas, de public pour en bénéficier.

Les effectifs sont soumis à une fluctuation entre 2007 et 2011, 27 à 37 inscrits sans analyse particulière. La quasi-totalité des étudiants est titulaire de BTS ou DUT, très peu d'étudiants sont issus de licences générales. Les étudiants en provenance de l'établissement représentent 11 % des candidatures à la dernière rentrée universitaire et la plupart des candidatures sont internes à la région Lorraine (70 % des dossiers).

Les enquêtes faites par l'université à six mois et à 18 mois d'obtention du diplôme correspondent à un taux de réponses élevé, 75 % puis 90 %. Le taux d'insertion professionnelle est correct et le suivi des diplômés fait l'objet d'une démarche accompagnée par l'équipe pédagogique dans le cadre d'un projet tuteuré. Le taux de poursuite d'études reste élevé en 2009 et 2010 avec des inscriptions en L3 et en BTS, non analysées. Il n'est pas communiqué d'information sur les entreprises qui ont recruté des diplômés, mais les métiers exercés correspondent à la formation. Le dossier est incomplet, indiquant des informations d'ordre général et peu d'éléments précis. La licence professionnelle correspond aux attentes de certains professionnels mais le dossier succinct ou superficiel altère sa dimension qualitative.

- Points forts :

- Une insertion professionnelle satisfaisante en termes de qualité.
- La cohérence des deux parcours pour majorer les possibilités d'insertion professionnelle.

- Points faibles :

- Un dossier incomplet sur la dimension majeure de la licence professionnelle, aucun élément précis sur les partenaires entreprises.
- La diversité limitée de professionnels, peu d'information sur leur collaboration effective.

Recommandations pour l'établissement

L'établissement devrait impérativement veiller à limiter les poursuites d'études en augmentation. Il serait pertinent d'améliorer les modalités de recrutement des candidats et de s'assurer d'un projet professionnel visant l'insertion immédiate.

Il serait souhaitable d'impliquer les professionnels dans toutes les dimensions de la formation, et de bien identifier à chaque étape, du recrutement au jury de validation, quelles sont, concrètement, leurs contributions. Les partenariats avec les entreprises devraient être formalisés de façon à rendre pérenne l'évolution de cette formation.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Indicateurs

TABLEAU DES INDICATEURS DE LA SPECIALITE (fourni par l'établissement)			
	Année (1)	Année (1)	Année (1)
Nombre d'inscrits	27	33	37
Taux de réussite	96,20 %	96,60 %	97 %
Pourcentage d'inscrits venant de L2	0 %	6,10 %	2,70 %
Pourcentage d'inscrits venant de DUT	48,10 %	42,40 %	40,50 %
Pourcentage d'inscrits venant de BTS	48,10 %	39,40 %	56,80 %
Pourcentage d'inscrits en formation initiale (hors apprentissage et contrats de professionnalisation)	26 %	29 %	35 %
Pourcentage d'inscrits en formation continue	1 %	4 %	2 %
Pourcentage d'inscrits en contrat en alternance (d'apprentissage ou de professionnalisation)			
Pourcentage d'enseignements assurés par des professionnels	42 %	42 %	42 %
ENQUETES NATIONALES	Année 2007 Enquête à 18 mois	Année 2008 Enquête à 18 mois	Année 2009 Enquête à 6 mois
Taux de répondants à l'enquête	76 %	75 %	90,60 %
Pourcentage de diplômés en emploi (3)	63,20 %	71,40 %	58,60 %
Pourcentage de diplômés en poursuite d'études (3)	26,30 %	28,60 %	17,20 %
Pourcentage de diplômés en recherche d'emploi (3)	10,50 %	0 %	24,10 %
ENQUETES DE SUIVI PROPRE DE LA FORMATION	Année 2007 Enquête à 18 mois	Année 2008 Enquête à 6 mois	Année 2009 Enquête à 6 mois
Taux de répondants à l'enquête	58 %	52 %	54 %
Pourcentage de diplômés en emploi (3)	87 %	72 %	75 %
Pourcentage de diplômés en poursuite d'études (3)	13 %	21 %	15 %
Pourcentage de diplômés en recherche d'emploi (3)	0 %	7 %	10 %

- (1) Données des trois dernières années (pour lesquelles on dispose du nombre d'inscrits et du taux de réussite), pourcentages arrondis à l'unité.
- (2) Préciser l'année d'obtention du diplôme et combien de mois après cette obtention a été réalisée l'enquête, ceci pour chacune des trois dernières enquêtes nationales et de suivi propre.
- (3) Pourcentages calculés sur la base des diplômés ayant répondu aux enquêtes et arrondis à l'unité.



Observations de l'établissement

EVALUATION DES LICENCES PROFESSIONNELLES DE L'UNIVERSITE DE LORRAINE

REPONSE DE L'ETABLISSEMENT

LE PRESIDENT



Pierre Mutzenhardt

Evaluation des diplômes Licences Professionnelles – Vague C

Réponses au rapport d'évaluation de l'AERES

Académie : Nancy-Metz

Établissement déposant : Université de Lorraine

Spécialité : Assistant de gestion et contrôle financier

Dénomination nationale : SP5-Management des organisations

Demande n° S3LP130004706

Le conseil de perfectionnement de la Licence Professionnelle, constitué de l'équipe pédagogique, s'est réuni spécialement le 21 mai 2012 pour confronter les attentes des professionnels et l'organisation pédagogique mise en place.

1. Des liens durables avec les entreprises locales sont évoqués mais sans aucune précision.

Il n'existe pas de partenariat formel passé avec les entreprises locales, néanmoins la longévité et la réputation locale de la LP les remplacent.

En effet, plusieurs entreprises locales recrutent tous les ans des stagiaires parmi nos étudiants, la liste qui suit n'est pas exhaustive :

Cabinets comptables	EXPERTIS CFE
	BATT Expertise
	GREGOIRE & Associés
	IN EXTENSO
	SOLOGEST
	KPMG
	CHEVRY & Associés ...
Cabinets d'audit	3 E Consultants ...
Administrations locales	Mairies dans diverses communes autour de Nancy
	Conseil Général
	C.R.A.M
	Université de Nancy
	Hôpital
Associations	ADHEO 109
	MJC de Maxéville...
Banques	Crédit agricole
	BMCE ...
Entreprises privées	Citroën
	SCREG EST
	Clinique
	Michelin ...

Nous avons un lien privilégié récurrent avec l'entreprise CERELOR, centre de gestion agréé. Tous les ans M. Ritter, directeur, intervient dans le cadre du cycle de conférence afin de présenter la mission d'un centre de gestion. Il recrute également tous les ans un stagiaire, et a embauché en 2007 une diplômée de la LP.

2. Le contexte de l'offre régionale et nationale ne fait pas l'objet d'un argumentaire.

Depuis sa création, la LP A.G.C.F. répond à un besoin des entreprises d'agent de gestion de niveau bac + 3. Nos étudiants, tout en étant rapidement opérationnels dans une entreprise, ont également les compétences requises pour s'adapter à des structures diverses et pouvoir évoluer rapidement dans le contexte des entreprises.

Nous nous faisons le relai d'offres d'emploi qui nous arrivent par le biais du département des partenaires institutionnels de l'I.U.T, par exemple un poste d'assistant de gestion chez IAV France, un poste d'assistant administratif et financier chez IDONEIS, un poste chez AEC expertise-comptable ...

D'autre part, l'intégration dans le bassin d'emploi lorrain de la LP n'est en rien préjudiciable à l'insertion professionnelle de nos étudiants dans une autre région, car les compétences acquises sont générales et nationales. Nous avons même quelques exemples de diplômés ayant commencé leur carrière professionnelle à l'étranger, au Luxembourg en particulier, chez Citeos et CLT UFA, alors que les règles comptables et juridiques sont différentes. Ceci prouve la flexibilité et la capacité d'adaptation et d'évolution de nos étudiants.

3. Peu de précisions sont données sur la participation concrète des professionnels dans le fonctionnement de la spécialité.

Divers éléments sont indiqués en page 6. Pour être plus complet, distinguons les professionnels selon le type de leur intervention :

- Des conférenciers intervenant ponctuellement quelques heures pour présenter un sujet en lien avec le contenu de la formation mais non détaillé dans le contenu des cours, apporter un éclairage différent sur un point du programme, et présenter leur parcours professionnel, la mission qui est la leur dans leur profession. Par exemple : « La centrale des bilans de la Banque de France », « Les centres de gestion agréés » par le directeur d'un centre de gestion (évoqué plus haut), « Le contrôle de gestion dans une collectivité territoriale », « La démarche qualité dans une collectivité territoriale » par le Responsable Qualité et de Management des risques de la Ville de Nancy, « Implantation de la méthode ABC dans une entreprise de haute technologie » par la directrice des affaires financières et du contrôle de gestion à la Communauté de Communes Moselle et Madon...
- Des professionnels en charge d'un module de cours. A ce titre, ils remplissent le même rôle pédagogique que les professeurs, c'est-à-dire la mise en place et l'articulation du contenu pédagogique de leur module, en accord avec le responsable pédagogique ; l'évaluation des étudiants selon les modalités de contrôle de la licence ; la participation au conseil de perfectionnement ; la participation au jury d'obtention de la licence. Ils peuvent proposer des sujets de projets tuteurés, organiser des conférences ; ainsi M. Pradat, contrôleur UNEDIC, professionnel en charge du module de *Droit Social Appliqué*, organise depuis deux ans une sortie pour assister à une audience de la formation des référés du Conseil des Prud'hommes de Nancy. Les autres professionnels sont Mme Crucy, avocate, en charge du module de *Droit des Affaires*, M. Joly, consultant dans un cabinet d'audit.
M. Goussard, inspecteur des impôts, est en charge du module de *Fiscalité appliquée*. Ses interventions portent sur les bénéficiaires industriels et commerciaux, l'impôt sur les sociétés et la TVA. Il est ainsi amené à évoquer les rapports des représentants de son administration avec les contribuables en général et les personnes/entreprises en particulier. Sa spécialité (le contentieux) le conduisant à suivre au jour le jour l'évolution de la jurisprudence, les étudiants disposent d'un cours actualisé en temps réel.
- Un professionnel PAST intervenant de façon soutenue dans le contenu des cours de la LP AGCF, proposant des projets tuteurés, suivant des étudiants en stage et participant de façon pleine et entière à la vie du département G.E.A. au même titre que les enseignants : recrutement, jurys... il est ainsi responsable des projets tuteurés. Il s'agit de M. Todeschini, expert-comptable, responsable des modules de *Normes professionnelles, Consolidation, Audit et Contrôle interne*. Ce

sont des matières nouvelles pour la majorité des étudiants de la LP. Le module de *Normes Professionnelles* reflète les changements dans la déontologie de la profession d'expert-comptable. Les étudiants sont en particulier informés de la nouvelle réglementation due à l'ouverture de la part de la Communauté Européenne sur les professions de service. Chaque année, quelques étudiants remplissent une mission d'audit ou de commissariat aux comptes lors de leur stage, par exemple cette année chez Grégoire & associés à Nancy. Ils peuvent également être amenés à utiliser la consolidation durant leur stage, par exemple lors d'un stage chez Forclum à Heillecourt.

Mais l'intervention de professionnels dans la pédagogie n'est pas le seul élément professionnalisant dans l'organisation du diplôme. Ainsi les autres modules ont des applications directes en lien avec les professions visées. Nous en citons quelques uns afin d'illustrer ceci :

Dans le module de *Systèmes d'information* sont étudiées les bases de données. Elles sont appliquées à des cas concrets. Les étudiants sont amenés à les manipuler dans des petites structures lors de leur stage, on peut citer l'exemple d'un stage à la Communauté de Communes de Forbach dont la mission était la mise au point d'une base de données pour le suivi des terrains.

En *Anglais des affaires*, les étudiants apprennent le vocabulaire lié à la structure de l'entreprise, du voyage professionnel, la rédaction d'une lettre professionnelle, ainsi que les différences culturelles.

Dans le module de *Gestion des Ressources Humaines*, sont passés en revue les différents canaux de recrutement et le processus de recrutement de A à Z, ce qui permet aux étudiants de se mettre à la place d'un recruteur et de se préparer à leur propre recrutement (CV, tests de recrutement, canaux qui fonctionnent le mieux, etc.). L'ensemble des dispositifs de formation (DIF, CIF, VAE, bilan de compétence...) est également au programme.

En *Stratégie*, les étudiants apprennent à analyser des portefeuilles d'activité, à prendre des décisions opérationnelles et à émettre des préconisations pour des entreprises (sur la base d'études de cas).

Dans le cadre du module de *Marchés Financiers*, est organisée une simulation sur Internet de souscription de produits financiers (avec Boursorama) avec un suivi de l'évolution pour mesurer la pertinence des décisions. Le module étant tourné vers la gestion de trésorerie, le contenu présenté peut se rencontrer dans les entreprises d'une certaine taille.

De plus, le projet de révision comptable proposé tous les ans aux étudiants les met en situation concrète de révision d'un dossier de comptabilité issu d'un cas réel (nom et adresse camouflés) ; par exemple cette année nous avons proposé le cas d'un hôtel ayant de nombreux problèmes dans sa comptabilité, avec un point de droit du travail à résoudre et une étude d'investissement à mener.

4. La présentation de la politique de stage est incomplète.

Notre description en page 2 étant incomplète, nous la détaillons ici.

La recherche de stage est laissée à l'étudiant, dans un souci pédagogique d'acquisition de l'autonomie. Néanmoins, une politique de stage est mise en œuvre à trois niveaux : avant le stage, dans le cadre du module de *Communication Professionnelle*, l'accent est mis sur la rédaction d'un C.V., d'une lettre de motivation, une liste de contacts et des consignes précises pour la rédaction du mémoire sont donnés aux étudiants ; pendant le stage, un enseignant tuteur est désigné pour accompagner l'étudiant ; pendant et après le stage, l'enseignant tuteur guide l'étudiant, en accord avec l'entreprise, pour le choix de la problématique de stage, la rédaction du mémoire et la préparation de la soutenance orale. C'est lui qui évalue le stagiaire.

Les organismes dans lesquels sont intégrés les étudiants en stage sont variés : cabinet d'expertise-comptable, centre de gestion agréé, P.M.E. ou grandes entreprises, administrations, associations... et les sujets de stage sont extrêmement variés ; quelques exemples : mission de contrôle de gestion (élaboration d'un budget prévisionnel) lors de la fusion-absorption de deux associations au sein de la M.J.C. de Maxéville, Mission de Ressources humaines (harmonisation des cultures de travail) à l'Echangeur-Est, Gestion des stocks chez Michelin, Constitution de dossiers de gestion chez Cemogest, Mission de commissariat aux comptes au sein du cabinet Enerys, Mission de comptabilité d'entreprise chez MZN Maçonnerie, Mission de fiscalité chez ARAPL, Contrôle de gestion au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle... Nous donnons en annexe une liste des stages de l'année 2010.

5. Des dispositifs pédagogiques permettant de prendre en compte la diversité des groupes sont prévus mais il y a peu, voire pas, de public pour en bénéficier.

Nous avons mis au point un dispositif passerelle permettant de prendre en compte la diversité des groupes d'étudiants, notamment avec des étudiants issus de L2. Mais il n'y a pas eu de public pour en bénéficier dans les dernières promotions. Ceci est dû, d'une part au très faible nombre de demandes d'admission, et d'autre part à notre volonté d'intégrer des étudiants ayant des prérequis nécessaires pour réussir ; le principal obstacle rencontré est le fait de n'avoir aucune notion de comptabilité, ce qui est extrêmement pénalisant.

Néanmoins nous avons une réelle volonté d'intégrer des publics différents et nous mettons en œuvre différentes actions pour cela :

- nous accentuerons notre communication envers le public de L2,
- l'expérience est tentée pour la rentrée 2012-2013 : un étudiant nous ayant contacté avant de candidater, est en train de se former avec tutorat et un test sera organisé avant la rentrée avant de décider de son éventuelle admission.

Nous souhaitons à l'avenir développer ce type d'actions.

6. Les effectifs... 27 à 37 inscrits mais sans analyse particulière.

Comme nous l'avons décrit en page 5, le nombre de demandes d'admission reste à peu près constant. Une évolution est constatée dans l'origine des étudiants : la proportion DUT/BTS qui était d'environ 65% / 35% dans les premières années d'ouverture de la licence, s'est maintenant inversée : 35% / 65%.

Nous expliquons ce phénomène par le fait que les étudiants de DUT souhaitent de plus en plus poursuivre des études longues, et sont largement recrutés dans les formations correspondantes, alors que c'est beaucoup plus difficile pour les titulaires de BTS. Intégrer une licence professionnelle leur apparaît alors comme une poursuite d'études possible et nous avons de plus en plus de demandes d'admission.

7. Le taux de poursuites d'études reste élevé en 2009 et 2010 avec des inscriptions en L3 et en BTS, non analysées.

Année d'obtention du diplôme	Diplôme préparé	Etablissement
2008	L3	Strasbourg
2008	BTS Tourisme en alternance (*) <i>Réorientation</i>	Centre de formation privé en Savoie
2008	Préparation aux concours de l'IUFM <i>Réorientation</i>	Université Nancy 2
2010	Licence Sciences de Gestion	IAE Nancy
2010	LSG option CCA puis Master 1 CCA	Valenciennes
2010	Master 2 Ecole de Commerce I.C.N.	Nancy
2010	L3 CCA	Reims
2011	Licence STAPS <i>Réorientation</i>	AGOAPS
2011	Licence AES	IAE Nancy

() Cas particulier d'une étudiante dont le projet professionnel était de travailler dans le tourisme dans la région Bretagne, elle souhaitait allier les deux compétences : gestion et tourisme afin de gérer son entreprise dans ce secteur.*

Nous ne disposons malheureusement pas de données pour les diplômés de 2009.

Nous avons évoqué dans le paragraphe précédent la croissance de la proportion d'étudiants issus d'un BTS. L'écueil est que certains étudiants de BTS souhaitent faire de la LP un tremplin pour une poursuite d'études.

Nous faisons notre possible pour les éviter : nous n'établissons pas de lettre de recommandation, nous communiquons en ce sens lors de la publicité faite pour la LP et pendant l'année, le projet professionnel court est un critère primordial de sélection lors de l'examen des dossiers d'admission. Mais nous ne pouvons pas aller à l'encontre des structures qui recrutent pour leurs diplômés des titulaires de Licence Professionnelle.

8. Il n'est pas communiqué d'information sur les entreprises qui ont recruté des diplômés.

Le tableau page 9 étant incomplet, nous dressons un inventaire des informations en notre possession ; à noter que nous avons beaucoup plus de cas de diplômés embauchés directement après le stage par rapport aux statistiques, ceci est dû au fait que nous avons les informations les plus précises lorsqu'un étudiant est embauché après son stage.

Afin de collecter des informations sur le devenir des diplômés et de suivre ainsi leur évolution professionnelle, une action est menée tous les ans dans le cadre d'un projet tuteuré. Nous envisageons dans ce cadre la création d'un site internet dédié à la Licence Professionnelle.

Année d'obtention du diplôme	Secteur professionnel d'activité	Nom de l'entreprise	Taille de l'entreprise	Fonction occupée et catégorie professionnelle	Durée moyenne de recherche d'emploi
2008	Services marchands	MAZARS	Entre 100 et 200 salariés	Assistant-comptable dans un cabinet d'expert-comptable	0 (*)
2008	Services marchands	VALOREX	Entre 20 et 50 salariés	Assistant-comptable dans un cabinet d'expert-comptable	0 (*)
2008	Services marchands	AEC	Moins de 20 salariés	Comptable	0 (*)
2008	Commerce	<i>Inconnu</i> , en Suisse	Entre 20 et 50 salariés	Opératrice téléphonique	3 mois
2008	Commerce	Les caveaux de la ville de Bâle	Entre 20 et 50 salariés		2 mois
2008	Services marchands	ACD	Moins de 20 salariés	Assistante dans un cabinet d'avocats	4 mois
2008	Services marchands	<i>inconnu</i>	Moins de 20 salariés	Assistant-comptable dans un cabinet d'expertise comptable	0 (*)
2008	Services marchands	KPMG Luxembourg	Plus de 500 salariés	Assistant-comptable dans un cabinet d'expertise comptable	0 (*)
2008	Transports, telecom, poste	La Poste	Plus de 500 salariés	Comptable	0 (*)
2009	Services marchands	PRGX	Entre 50 et 100 salariés	Collaboratrice dans un cabinet de conseil et d'audit	0 (*)
2010	Services marchands	BATT et Associés	Entre 100 et 200 salariés	Employé	0 (*)
2010	Services marchands	3 ^E Consultants	Entre 50 et 100 salariés	Assistant-comptable dans un cabinet d'expertise	2 mois
2010	Services marchands	BATT et Associés	Entre 100 et 200 salariés	Assistant-comptable dans un cabinet d'expertise	4 mois
2010	Transports	<i>inconnu</i>	Moins de 15 salariés	Comptable dans une entreprise de transport routier	0 (*)
2011	Services marchands	Agence immobilière à Strasbourg	Moins de 20 salariés	Comptable	<i>inconnu</i>
2011	Services marchands	Administration à Belfort	Entre 50 et 100 salariés	Agent comptable	3 mois

(*) embauche directe à l'issue du stage

9. Point faible : la diversité limitée de professionnels.

En 2011-2012, cinq professionnels (parmi 17 intervenants) interviennent de façon régulière dans les enseignements, indépendamment des intervenants ponctuels pour des conférences (de 2 à 4 par année), ce qui représente 41 % des heures dispensées aux étudiants. Ce chiffre n'est pas figé et pourra évoluer dans les années à venir, notamment pour tenir compte de cette remarque.

10. Recommandation : les partenariats avec les entreprises devraient être formalisés

En réponse à la demande de formalisation du partenariat avec les entreprises, il est effectivement envisageable de mettre en place des conventions avec certaines d'entre elles, pour assurer à la fois la présence de professionnels dans la formation, l'accueil d'étudiants en stage ainsi que des projets tuteurés en lien avec la réalité de l'entreprise.

Nous avons répondu plus haut aux autres recommandations émises : limitation des poursuites d'études, amélioration des modalités de recrutement des candidats, implication des professionnels dans toutes les dimensions de la profession.